



LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: VENDREDI 15 JUILLET 2016

Les sessions de vendredi ont porté sur le thème "De l'inspiration à l'action: Engagement multipartite pour la mise en œuvre" à l'édition 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). Le matin, des discussions ont eu lieu sur les thèmes "Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière – la mise en œuvre d'Action 2030 par les grands groupes et autres parties prenantes," et "Démarche pluripartites au niveau national - Possibilité d'améliorer le suivi et l'évaluation à travers l'engagement des grands groupes et autres parties prenantes". L'après-midi, un débat sur les "expériences régionales" a été suivi d'une séance de synthèse clôturant les discussions de la première semaine.

DE L'INSPIRATION À L'ACTION: ENGAGEMENT PLURIPARTITE POUR LA MISE EN ŒUVRE

Le Président Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et Vice-président du Conseil économique et social (ECOSOC), a ouvert les travaux de la journée en faisant part de ses condoléances au peuple de France pour l'attaque perpétrée la veille à Nice. Barbara Adams, Global Policy Forum, a modéré les deux séances de discussions de la matinée.

Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière - Mise en œuvre d'Action 2030 par les grands groupes et autres parties prenantes: Le commentateur Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya auprès de l'ONU, a donné un aperçu des préparatifs de la seconde Réunion de haut niveau (RHN 2) du Partenariat mondial pour une coopération efficace en matière de développement qui se tiendra en novembre 2016, et de ses liens avec le travail du FPHN. Il a déclaré que le Partenariat appelle à un nouvel accord pour améliorer l'efficacité et l'utilité de la coopération en matière de développement.

Berry Vrbanovic, Maire de Kitchener, Canada, a déclaré que les autorités locales et régionales ont un mandat puissant dans la conduite de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), et a souhaité voir la Déclaration ministérielle de l'édition 2016 du FPHN, souligner leur rôle.

L'intervenante Norma Munguía Aldaraca, Ministère des affaires étrangères, Mexique, a parlé des défis de la prise en compte et de l'intégration des thèmes transversaux dans son pays, visant à éviter la fragmentation.

L'intervenante Joan Carling, Asia Indigenous Peoples Pact, a proposé une liste d'actions permettant d'assurer l'inclusion des peuples autochtones, y compris leur représentation dans les instances nationales chargée du développement durable, et la collecte de données participative.

L'intervenante Yvonne Harz-Pitre, Association internationale de l'industrie des engrais, représentant le secteur du COMMERCE ET INDUSTRIE, a souligné le rôle du secteur privé dans la construction de partenariats de transformation en fournissant ressources et expertise.

Sarah Mendelson, Représentante des ETATS UNIS auprès de l'ECOSOC, a souligné la nécessité de sensibiliser aux ODD dans son pays, la qualifiant d'opportunité transformationnelle permettant de remédier aux inégalités.

Marco Marzano de Marinis, Organisation mondiale des agriculteurs, a souligné le rôle des agriculteurs dans la réalisation d'une gamme d'ODD et a appelé les gouvernements à soutenir l'engagement des parties prenantes dans la réalisation des ODD.

Soulignant que le monde du bénévolat a dépassé l'axe Nord-Sud, Alok Rath, Voluntary Service Overseas International, a appelé au renforcement des capacités locales pour soutenir l'engagement des bénévoles et exploiter la puissance d'un milliard de bénévoles du monde.

Frances Zainoeddin, Gray Panthers, a fait valoir que l'âgisme est aussi répandu que le sexisme et le racisme et a souligné que le changement des mentalités passe par le renforcement des capacités et le traitement des vulnérabilités.

Peter Thomson, Représentant permanent de Fidji auprès de l'ONU et Président entrant de l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU), a annoncé que sa présidence de l'AGNU comprendra une équipe de huit experts travaillant sur la réalisation des ODD, et qu'il endossait lui-même la responsabilité de montrer l'accomplissement de progrès significatifs dans chaque ODD, d'ici la fin de son mandat.

Le BENIN a exprimé l'espoir de voir la RHN 2 aborder le fait que 25% seulement de l'aide destinée aux pays sous-développés sont livrés aux personnes vivant dans le besoin. Le SRI LANKA a souligné les efforts visant à engager les parties prenantes dans son pays. Parlant au nom des PAYS-BAS, Max van Deursen, un représentant des Jeunes, a parlé de sa chance d'être membre de la délégation néerlandaise, la qualifiant d'étape concrète vers l'inclusion des parties prenantes et l'amélioration de l'imputabilité.

Démarches multipartites au niveau national – L'opportunité d'améliorer le suivi et l'évaluation à travers l'engagement des grands groupes et autres parties prenantes: La commentatrice Mabel Bianco, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, a parlé d'une évaluation conduite par le grand groupe social des Femmes, qui a constaté que moins de 10% des évaluations volontaires nationales (EVN) ont impliqué la société civile depuis leur démarrage.

La commentatrice Yetnebersh Nigusie, Light for the World, a déclaré que les ODD sont une nouvelle opportunité d'inclure les personnes handicapées en tant que contributeurs au développement durable.

L'intervenante Harriet Ludwig, Ministère fédéral de la coopération et du développement économique, Allemagne, a souligné que les efforts fournis par son pays pour faire participer les citoyens à l'Action 2030 et aux EVN, "en valent la peine" même si les choses ne sont pas toujours faciles.

La commentatrice Annisa Triyanti, les ENFANTS et les JEUNES, a déclaré que les jeunes sont déjà des rôles de leadership dans leurs communautés.

La commentatrice Antonia Wulff, Education International, parlant au nom des SYNDICATS des TRAVAILLEURS, a proposé d'élargir "avec courage et cohérence" le champ du dialogue social en tant que moyen de surmonter les tensions entre le pilier économique et le pilier social du développement durable. Elle a également exprimé sa préoccupation du fait que l'ODD 10 (réduction des inégalités) n'ait ni "institution mère" ni ministère pour assurer sa réalisation.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB présent au FPHN 2016 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

L'intervenant Carlos Sérgio Sobral Duarte, Représentant permanent adjoint du Brésil auprès de l'ONU, a déclaré que le dialogue multipartite dans son pays fait partie d'un processus continu qui est constamment amélioré.

Le commentateur Guéladio Cissé, Institut suisse des maladies tropicales et de santé publique, a appelé à une focalisation sur l'éducation et le renforcement des capacités, et sur la mobilisation de ressources adéquates pour la science, la technologie et l'innovation liées à la réalisation des ODD.

L'intervenante Inge Herman Rydland, Ministère des affaires étrangères de la Norvège, a affirmé qu'Action 2030 est fondée plutôt sur des besoins mutuels que sur des relations asymétriques entre les donateurs et les bénéficiaires, et a précisé que la mise en œuvre d'Action 2030 repose sur la participation active de l'ensemble des parties prenantes.

Kepa, une organisation faitière d'ONG, parlant au nom de la FINLANDE, a déclaré que faire partie de la délégation officielle du pays lui a fourni l'occasion de partager ses points de vue, et a souligné le rôle de la société civile en tant qu'organe de surveillance. Together 2030, une initiative de la société civile, a parlé de l'initiative d'une plate-forme interreligieuse ghanéenne visant à promouvoir l'harmonie avec l'ODD 16 (Paix, Justice et Institutions fortes).

LES EXPÉRIENCES RÉGIONALES

Oh Joon, Représentant permanent de la République de Corée auprès des Nations Unies et Président de l'ECOSOC, a présidé et modéré la session.

Gamini Jayawickrama Perera, Ministre du Développement durable et de la faune du Sri Lanka, a présenté les résultats du Forum régional d'Asie-Pacifique sur le développement durable, qui a approuvé une feuille de route régionale pour la mise en œuvre d'Action 2030.

Ghada Waly, Ministre de la Solidarité sociale, Egypte, a donné un aperçu des résultats du Forum régional africain sur le développement durable, appelant à une mise en œuvre intégrée d'Action 2030 et d'Action 2063.

Janiš Karklins, Représentant permanent de la République de Lettonie auprès de l'ONU à Genève, a déclaré que les pays de la Commission économique européenne (CEE) sont en train d'actualiser et d'adopter des cadres et objectifs politiques pour la mise en œuvre d'Action 2030.

Juan José Gómez Camacho, Représentant permanent du Mexique auprès de l'ONU, a déclaré que la Commission économique d'Amérique latine et Caraïbes organisera un forum politique et technique pour les pays de la région, pour l'échange de leurs expériences et la coopération dans le processus d'élaboration des indicateurs et des seuils de référence.

Amjad Mohammad Saleh Al-Moumani, Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès des Nations Unies, a présenté les résultats de l'édition 2016 du Forum arabe pour le développement durable, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, soulignant, entre autres, les droits humains et civils, les services sociaux, la protection sociale et l'égalité des sexes.

Virachai Plasai, Association des nations d'Asie du Sud-Est, a décrit le rôle de l'organisation dans l'établissement de partenariats multilatéraux et régionaux plus solides dans la région, et dans l'encouragement des pays à intégrer les ODD dans les plans régionaux et nationaux.

Badre Eddine Allali, Ligue des États arabes, a souligné la nécessité de renforcer les capacités en matière de collecte et d'analyse des données dans la région arabe.

Angela Missouri Sherman-Peter, Communauté des Caraïbes, a souligné le niveau élevé de la dette publique dans sa région, et la nécessité de renforcer la société civile et la capacité du secteur privé à aider à la mobilisation des ressources.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a parlé de son travail visant à promouvoir la convergence politique entre les pays et les diverses parties prenantes en vue d'atteindre la sécurité alimentaire.

L'AFRIQUE DU SUD a souligné la valeur des réunions consultatives régionales pour l'apprentissage par les pairs, et a indiqué qu'il revenait à chaque région de définir les termes de référence encadrant les évaluations régionales. Le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, a souhaité en apprendre davantage sur la manière dont les commissions régionales sont en train d'intégrer la SAMOA Pathway et de promouvoir la coopération inter et intra-régionale. Le GHANA a présenté l'ODD 16 comme étant une priorité pour de nombreux pays.

Christian Friis Bach, CEE, a déclaré que les forums régionaux pourraient être des "pôles d'accueil" pour les évaluations nationales et régionales, des recommandations statistiques et le renforcement des capacités.

Shamshad Akhtar, Commission économique et sociale de l'Asie-Pacifique, a appelé à une démarche systémique propice au renforcement des interactions et à la conception de solutions efficaces pour le développement durable.

Rima Khalaf, Commission économique et sociale de l'Asie occidentale, a déclaré que les conflits, l'occupation étrangère et les défis environnementaux menacent les gains de développement déjà maigres dans la région.

Alicia Bárcena, Commission économique et sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes, a appelé à un "nouveau keynésianisme" permettant d'impulser les politiques d'investissement collectif, de relever les défis environnementaux et de protéger les emplois.

Giovanie Biha, Commission économique africaine, a présenté un exercice cartographique montrant la complexité et les possibilités d'harmonisation entre les ODD et les objectifs d'Action 2063, qui formera la base des résultats intégrés et le cadre du suivi des deux Programmes. Le BENIN a exhorté les autres régions et pays à entreprendre des exercices d'harmonisation similaires.

L'IRAN a exprimé l'espoir de la région de l'Asie de l'Est de voir l'ONU les aider à réaliser les ODD. La FRANCE a décrit les efforts nationaux visant à intégrer le développement durable dans les politiques publiques. La FINLANDE a souligné le rôle bénéfique de l'apprentissage par les pairs au sein et entre les régions. CUBA a demandé une clarification des voies et moyens d'établir de vrais partenariats permettant d'aider les pays en développement à réaliser les ODD. Le TCHAD a signalé que la décision de l'ONU relative à la fourniture d'une assistance technique et financière aux pays pour l'élaboration d'indicateurs nationaux est toujours en suspens.

Together 2030 a déclaré que les forums régionaux occupent des "no man's land", et que les enseignements doivent parvenir aux niveaux national et local.

Les ONG ont appelé à l'adoption de mécanismes de responsabilisation au niveau régional. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a appelé à une représentation adéquate de la société civile dans les processus régionaux. Le Groupe des parties prenantes représentant les personnes handicapées a appelé à une interprétation en langage des signes et à la mise à disposition de documents en braille aux réunions des forums régionaux.

La porte-parole des FEMMES a souhaité en savoir davantage sur les mécanismes et procédures qui sont en place dans les commissions régionales pour assurer la participation effective des femmes. Le Mécanisme régional de l'Asie-Pacifique pour la participation des OSC a déclaré que la feuille de route de la région relative à Action 2030 serait transformatrice si elle venait à être appliquée avec l'ensemble des parties prenantes.

Dans leurs déclarations de clôture, Friis Bach a souligné que les conventions régionales sont une plate-forme importante pour l'examen par les pairs; Bárcena a mis en exergue la nécessité de mobiliser des ressources pour la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises; Akhtar a fait état d'une série d'initiatives sur le handicap dans la région et d'un travail visant à traiter la SAMOA Pathway; Biha a mis l'accent sur la nécessité de la mobilisation des ressources.

SESSION DE SYNTHÈSE

Le Président de l'ECOSOC, Oh Joon, a répertorié les principaux messages des discussions de la semaine: l'insertion sociale; l'octroi d'une attention aux plus vulnérables; des politiques et des institutions pour le soutien de l'inclusion; la participation de l'ensemble des parties prenantes; et le rôle des forums régionaux pour relier les processus nationaux et mondiaux. Il a souligné que ses messages seront transmis aux chefs d'Etat et ministres lors de la réunion ministérielle.

DANS LES COULOIRS

"Rien qui nous concerne, sans nous", les grands groupes sociaux et autres parties prenantes l'ont souligné de diverses manières, vendredi, lorsque l'édition 2016 du FPHN a abordé la question de la participation multipartite. Certains intervenants ont estimé que le nombre de représentants de la société civile ayant pris la parole, constitue un hommage au FPHN pour les opportunités de participation qu'il procure. Mais comme beaucoup l'ont souligné, le tableau d'ensemble est beaucoup moins rose. Le Grand groupe social des Femmes a cité une évaluation qu'il a menée qui montre que moins de 10% des EVN élaborée à ce jour ont consulté les parties prenantes depuis le démarrage du processus. D'autres ont parlé de l'espace rétréci réservé à la société civile partout dans le monde, en dépit de la rhétorique des partenariats. Reste que le succès d'Action 2030 repose sur la participation des parties prenantes, a souligné, astucieusement, un délégué. Une autre représentante a parlé de la nécessité de le faire efficacement. "Cela n'est pas facile, mais cela vaut la peine", a-t-elle déclaré.